

# PAIX ET SÉCURITÉ EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :

## POINTS DE VUE DES COMMUNAUTÉS DE BOSSANGOA ET DES ZONES FRONTALIÈRES DE L'OUEST

Rapport



# PAIX ET SÉCURITÉ EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : POINTS DE VUE DES COMMUNAUTÉS DE BOSSANGOA ET DES ZONES FRONTALIÈRES DE L'OUEST

JUIN 2020

## REMERCIEMENTS ET AVERTISSEMENT

Ben Shepherd a compilé ce rapport à partir de deux rapports écrits par Ben Shepherd pour Conciliation Resources et Guy-Florent Ankogui-M'Poko pour le Centre pour le dialogue humanitaire. Le Centre pour le dialogue humanitaire et Conciliation Resources remercient l'équipe de recherche chargée de mener l'évaluation initiale, ainsi que les employés de l'Association d'Assistance Humanitaire en Centrafrique (AAHC) qui ont contribué à élaborer le questionnaire final, ainsi qu'à déterminer et à contacter les dirigeants communautaires et les membres de leur communauté respective.



La publication de ce rapport a bénéficié du soutien financier de UK aid du gouvernement britannique.

Le contenu du présent rapport est la seule responsabilité du Centre pour le dialogue humanitaire et de Conciliation Resources ; les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles du gouvernement britannique.

## SMART PEACE

Smart Peace est le nom d'un programme de quatre ans (2018-2022) dédié au règlement stratégique des conflits et financé par le Département britannique pour le développement international (DFID). Il est mis en œuvre par un consortium de spécialistes mené par Conciliation Resources, en partenariat avec l'International Crisis Group, le Centre pour le dialogue humanitaire, l'Asia Foundation, l'ETH Zürich, la Behavioural Insights Team et Chatham House. Le consortium du programme Smart Peace allie l'expertise en matière d'analyse des conflits, de dialogue communautaire, de médiation avec les élites, d'évaluation, d'influence des politiques et de sciences comportementales afin d'offrir des interventions de règlement des conflits ciblées et adaptables en RCA, en Birmanie et au Nigeria. Il partagera les leçons tirées de ses expériences pratiques afin d'améliorer les politiques et les pratiques dans le monde.

En République centrafricaine, le projet sera mis en œuvre par le Centre pour le dialogue humanitaire et Conciliation Resources dans les préfectures de Mambéré-Kadéï, Sangha-Mbaéré, Nana-Mambéré et de l'Ouham. L'International Crisis Group et l'ETH Zürich apporteront leur concours en matière de recherche et d'analyse.

Publié par :

Conciliation Resources  
Burghley Yard, 106 Burghley Road  
Londres NW5 1AL  
Royaume-Uni

Mise en page : [www.revangeldesigns.co.uk](http://www.revangeldesigns.co.uk)  
Traduction : Audrey Langlassé

En couverture : Des Casques bleus au service de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) gardent un poste de contrôle.

© Photo ONU/Hervé Serfio



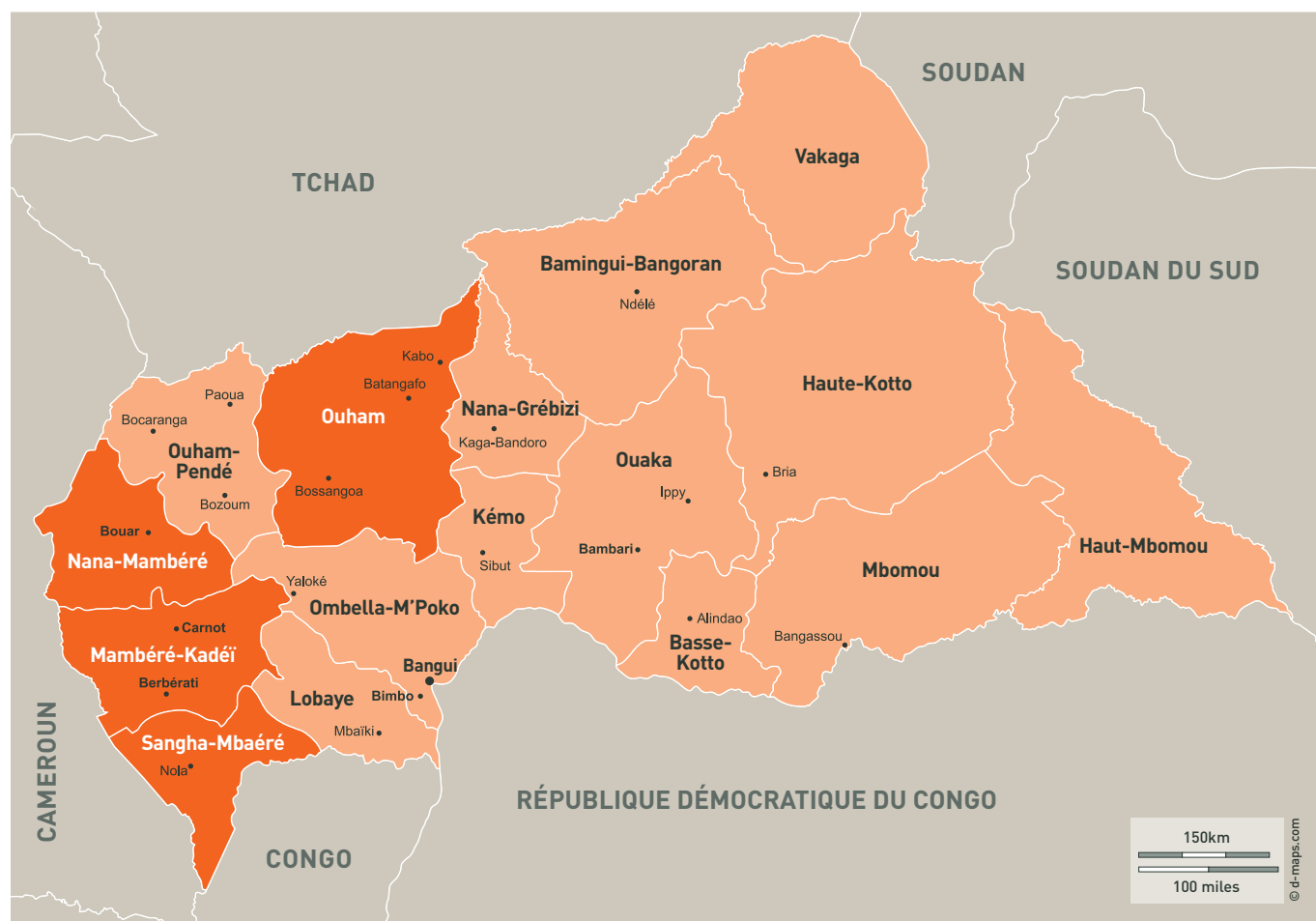
# RÉSUMÉ

- À la fin de l'année 2019, une étude de terrain a été menée dans deux régions distinctes. La première consiste en la ville de Bossangoa et de ses alentours dans la préfecture de l'Ouham, dans le Nord-ouest de la République centrafricaine (RCA) entre Bangui, la capitale, et la frontière tchadienne ; la deuxième est la zone reculée le long de la frontière occidentale avec le Cameroun, à travers quatre communes de trois préfectures : Mambéré-Kadéï, Sangha-Mbaéré et Nana-Mambéré. Ces deux zones d'étude seront respectivement désignées dans le présent document comme « Bossangoa » et « la zone frontalière ». Ce rapport présente les résultats des enquêtes et entretiens menés auprès de plus de 1 700 répondants, ainsi que d'une analyse comparative préliminaire.
- Les deux régions de Bossangoa et de la zone frontalière ont été décrites comme jouissant d'un calme relatif par rapport à ce qu'elles ont connu au plus fort de la crise.

L'absence de bétail dans la zone frontalière depuis deux ans, qui s'explique soit par des vols de bétail, soit par un déplacement d'ampleur d'éleveurs centrafricains vers le Cameroun pour mettre les bêtes à l'abri, a réduit d'environ 60-70 % les conflits entre éleveurs et agriculteurs. Selon deux tiers des répondants, le sentiment d'insécurité est moins fort en 2019 qu'en 2013.

- À Bossangoa, les anciens rebelles de la Séléka n'étaient plus présents et les anti-balaka sont apparus comme relativement périphériques. Du fait de l'absence des groupes armés, la majorité des incidents relevés en 2019 s'apparentait à de la petite criminalité et se concentrait dans la ville même de Bossangoa. Toutefois, les membres de l'ex-Séléka restent néanmoins perçus comme la menace la plus forte par les personnes interrogées dans la région de Bossangoa, puisqu'elles étaient un peu plus de la moitié à trouver que la sécurité s'était détériorée au cours des douze derniers mois.

## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE





- Selon certains répondants, la dynamique des conflits sous-jacente a changé : des activités de groupes armés organisés, elle a évolué vers une insécurité de faible intensité liée à la criminalité et aux intérêts économiques. La criminalité, le banditisme et les jeunes, surtout ceux associés aux groupes armés, sont perçus comme les menaces les plus fortes dans la zone frontalière et également comme des menaces importantes dans la ville de Bossangoa.
- L'étude révèle que les communautés des deux régions ont recouru aux acteurs locaux et aux méthodes traditionnelles pour régler les conflits, en particulier aux chefs traditionnels et aux chefs de village. De même, les personnes interrogées ont clairement souligné la nécessité pour ces acteurs locaux et traditionnels de recevoir un soutien financier et matériel, ainsi qu'une formation adaptée, pour remplir efficacement cette mission. Il faudrait étudier plus en profondeur les relations que ces acteurs locaux entretiennent tant avec l'État qu'avec les communautés, ainsi que les types de conflits qu'ils peuvent tenter de résoudre. On note une faible connaissance des mécanismes à l'initiative des organisations non gouvernementales (ONG), peut-être en raison de la visibilité limitée de ces dernières aussi bien dans les régions frontalières que rurales, en dehors de Bossangoa.
- Par ailleurs, il est frappant de constater combien les communautés comptaient encore sur l'État, au sens large du terme, pour les protéger, vu la très faible présence de ce dernier sur le territoire centrafricain. À Bossangoa, grande agglomération où elle est déployée, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) était l'agent de protection le plus fréquemment cité. Si les jeunes considéraient invariablement cette dernière comme leur principale protection, les personnes plus âgées tendaient davantage à se tourner vers les autorités locales.
- Les entretiens ont mis en évidence toute l'ampleur des ravages économiques causés par la crise, renforçant la pauvreté endémique et les profondes divisions sociales (entre éleveurs et agriculteurs dans les zones frontalières, et entre musulmans et chrétiens à Bossangoa). Ces deux régions sont vulnérables aux chocs extérieurs et aux dynamiques transfrontalières en provenance du Tchad et du Cameroun. En outre, le retour des personnes déplacées, à savoir les éleveurs dans la zone frontalière et la population musulmane à Bossangoa, constitue un autre facteur de vulnérabilité. Ces conditions structurelles à une future résurgence du conflit persistent dans les deux zones d'étude.



# CONTEXTE

**D'importants efforts ont été faits pour sortir la République centrafricaine (RCA) du conflit armé qui a éclaté en 2013. Après l'échec de plusieurs processus de paix, un accord de paix a été négocié à Khartoum et signé dans la capitale Bangui le 6 février 2019 par le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés, à la suite d'élections présidentielles et locales tenues respectivement en 2015 et 2016. Cet Accord comprenait des mesures destinées, d'une part, à créer des unités mixtes composées de membres de groupes armés et de l'armée nationale, et d'autre part à intégrer des chefs de groupes armés au sein du gouvernement. Sa mise en œuvre s'avère donc cruciale pour enrayer le cycle de violences en RCA.**

Certains chefs de groupes armés ont déjà montré qu'ils se préoccupaient plus de consolider leur assise territoriale et de tirer profit des taxes locales et du contrôle des ressources que de participer véritablement à une politique pacifique. Par conséquent, les violences sévissent toujours entre les groupes armés non étatiques, notamment dans les régions du Nord-est, aux frontières avec le Soudan et le Tchad.

Le pays se prépare également à organiser des élections en décembre 2020. En cas de réussite, le processus électoral pourrait renforcer la légitimité et la stabilité du gouvernement. Toutefois, il porte également le risque que des hommes politiques manipulent ou aggravent les divisions sociales déjà présentes. Les partenaires du programme Smart Peace — l'International Crisis Group (ICG), le Centre pour le dialogue humanitaire (HD), l'ETH Zürich et Conciliation Resources (CR) — ont mené cette étude pour comprendre le point de vue des populations locales et ainsi guider une politique efficace et volontariste durant et après cette période cruciale.

Les deux domaines de l'étude présentaient des aspects contrastés sur les dynamiques des conflits et des dynamiques sociales en République centrafricaine. La ville de Bossangoa et ses environs immédiats ont été un des epicentres du conflit, un fief des milices anti-balaka<sup>1</sup> et le théâtre d'intenses combats contre les milices Séléka<sup>2</sup>. La quasi-totalité de la population musulmane de cette région a été déplacée. Selon les témoignages recueillis, la région immédiate de Bossangoa jouissait d'un calme relatif en 2019, même si les tensions demeuraient élevées<sup>3</sup>.

En revanche, si la zone frontalière avec le Cameroun n'a pas été un lieu central du conflit opposant anti-balaka et Séléka, elle connaît toutefois des conflits endémiques et persistants entre éleveurs et agriculteurs à cause de dégâts occasionnés sur les cultures et de problèmes liés à l'accès aux ressources naturelles. En outre, cette zone est exposée à une propagation des activités des groupes armés criminels à la frontière camerounaise.

## MÉTHODOLOGIE

Dans la préfecture de l'Ouham, une équipe de chercheurs de terrain a mené 1 010 enquêtes et conduit 257 entretiens structurés auprès d'une partie des personnes sondées, ainsi que 23 entretiens au long cours avec des informateurs clés, tels que des fonctionnaires, des chefs de groupes armés et des observateurs internationaux.

En raison de contraintes de temps, dues en partie aux questions de sécurité limitant le temps passé sur le terrain, les personnes interrogées ont été sélectionnées selon un échantillonnage de commodité. Toutefois, l'équipe a veillé à ce que l'échantillon soit représentatif en matière de genre, avec 54,1 % d'hommes et 45,4 % de femmes<sup>4</sup>. L'âge des participants était également relativement équilibré, même si les personnes jeunes et d'âge moyen étaient plus nombreuses que celles de plus de cinquante ans<sup>5</sup>. De plus, si l'on ventile les critères de sexe et d'âge, l'échantillon fait également preuve d'un équilibre relatif, avec toutefois une légère surreprésentation des femmes chez les jeunes, et des hommes chez les répondants d'âge moyen ou plus avancé.

Dans les préfectures de Nana-Mambéré, Mambéré-Kadéï et Sangha-Mbaéré, désignées sous le terme collectif de « zone frontalière » dans le présent rapport, la collecte des données a reposé sur une approche qualitative consistant à recueillir les perceptions et les réflexions des acteurs clés sur la dynamique des conflits existants entre agriculteurs et éleveurs dans les régions transfrontalières de la RCA. L'équipe a mené 38 entretiens de groupe, dont 8 avec des dirigeants communautaires, 8 avec des éleveurs, 7 avec des agriculteurs, 7 avec des groupes de femmes, 6 avec des jeunes, 2 regroupant toutes les entités et 29 entretiens individuels.

# RÉSULTATS

## SENTIMENT DE SÉCURITÉ

Dans les deux zones d'étude, une réduction significative de la violence armée a été constatée une fois passé le plus fort de la crise [entre 2012 et 2015]. Dans la zone frontalière entre la RCA et le Cameroun, on a noté une forte réduction des conflits intercommunautaires entre agriculteurs et éleveurs et une très nette baisse des incidents mensuels en 2019 par rapport à 2012, qui dans deux endroits seraient même descendus à zéro<sup>6</sup>. Les sources des Nations Unies (ONU) ont comparativement enregistré peu d'incidents de sécurité dans la zone d'étude de Bossangoa en 2019, les incidents mentionnés relevant majoritairement de la petite criminalité et se concentrant dans la ville même<sup>7</sup>. Cela concorde avec la tendance d'une nette réduction des occurrences de conflit à Bossangoa et ses alentours depuis 2014<sup>8</sup>.

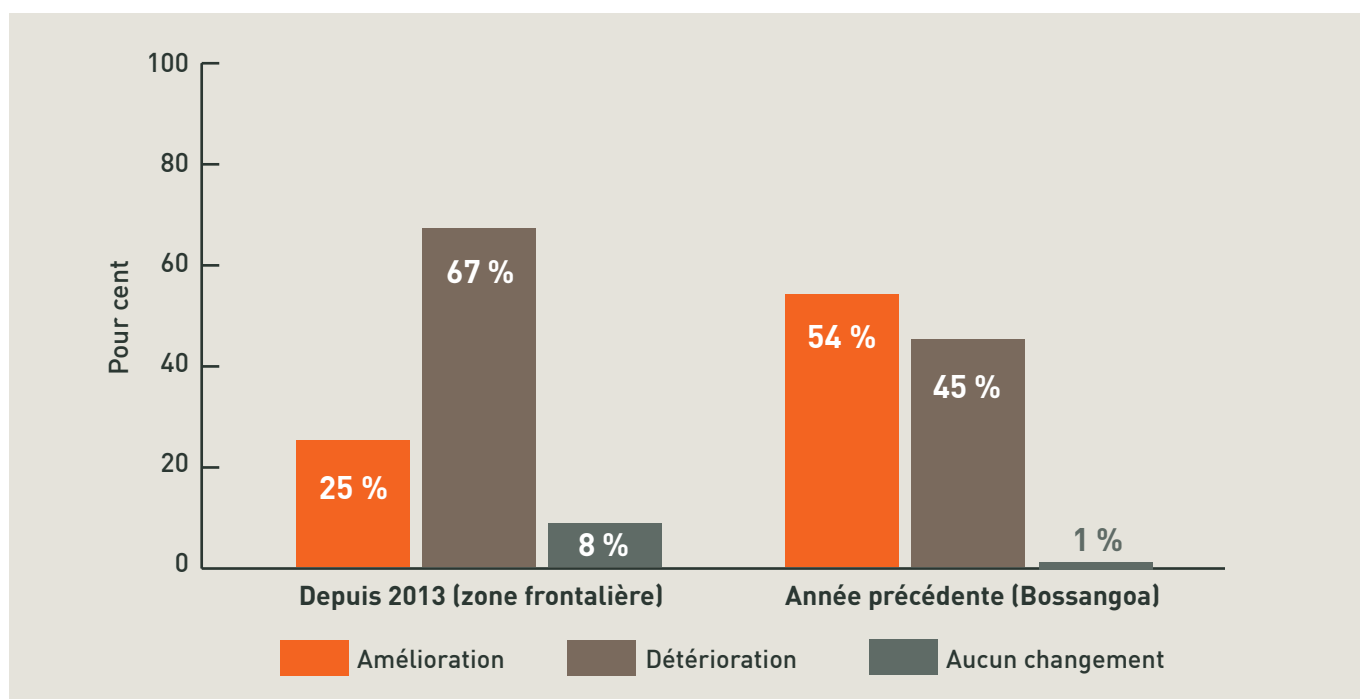
Toutefois, cette réduction se reflète non sans ambiguïté dans le sentiment d'insécurité des populations locales. Dans la zone frontalière, les deux tiers des répondants ont trouvé que l'insécurité était moins répandue depuis le paroxysme des violences en 2013-14. Seulement un quart d'entre eux avait l'impression que l'insécurité avait empiré. Par contre, pour une petite majorité des répondants (54 %) à Bossangoa et ses alentours, la sécurité s'était détériorée au cours des douze derniers mois.

## DYNAMIQUES DES CONFLITS

Il se peut que les perceptions recueillies sur les conditions sécuritaires, que souligne l'étude, reflètent une évolution des dynamiques de l'insécurité depuis le plus fort de la crise en RCA. Dans la zone frontalière, les conflits avaient principalement porté sur les heurts de longue date entre éleveurs et agriculteurs causés par la destruction des cultures, le vol du bétail et l'accès aux ressources. Quant à Bossangoa et ses environs, le plus fort de la crise avait concerné les groupes armés non étatiques associés à différentes communautés religieuses, opposant généralement les musulmans aux chrétiens.

Dans ces deux régions, aucune de ces dynamiques de conflits n'était d'actualité. En raison du retrait de la majeure partie du bétail de la zone frontalière et du déplacement de la population musulmane des alentours de Bossangoa, la nature de la menace ressentie par les communautés a commencé à se détacher de la tendance profondément ancrée des violences entre éleveurs et agriculteurs ou des affrontements entre communautés religieuses défendues par des groupes armés. Par contre, le banditisme, la criminalité et les jeunes l'ont supplantée au rang des principales menaces. Certes, « les jeunes » est une catégorie bien vaste dans un contexte où une forte proportion de la population a moins de 25 ans. Elle pourrait désigner ceux précédemment engagés au sein de groupes

GRAPHIQUE 1 : SENTIMENT DE SÉCURITÉ



armés, dont un grand nombre est sans emploi, ou ceux trempant dans le banditisme ou les taxes illégales, ou tout simplement refléter une impression d'oisiveté ou d'indiscipline. Il serait utile d'approfondir la manière selon laquelle est interprétée et ventilée la catégorie des « jeunes ».

Pourtant, dans les deux régions, les personnes interrogées ont largement reconnu que les profondes divisions sociales, notamment entre les communautés religieuses, demeuraient. Il a également été question d'affrontements ethniques, dans une moindre mesure toutefois, ainsi que des tensions persistantes entre éleveurs et agriculteurs. Ces divisions sont exacerbées par la grande pauvreté et les ravages économiques du conflit. Dès lors, de fortes vulnérabilités au conflit subsistent. Le retour des populations déplacées (les éleveurs dans la zone frontalière et les communautés musulmanes à Bossangoa) et les dynamiques frontalières pourraient constituer des facteurs déclenchants. Dans la zone frontalière, ces risques sont illustrés par la communauté frontalière de Sabewa qui a connu une forte montée des conflits engendrés par les destructions de cultures liées à la traversée du bétail provenant d'une localité au Cameroun, ce que les autorités nationales centrafricaines ne peuvent empêcher.

## MENACES PERÇUES

Dans une certaine mesure, l'évolution des dynamiques des conflits s'est reflétée dans la manière dont les communautés percevaient ces menaces. Dans la zone frontalière, au rang des menaces perçues, les jeunes arrivent en tête (29 %), notamment ceux associés aux groupes armés, suivis des bandits (23 %) et des voleurs de bétail (17 %). En revanche, les anti-balaka sont considérés comme une menace par 12 % des répondants de l'échantillon, et les membres de l'ex-Séléka par seulement 6 %. Des changements dans les modèles de conflit étaient également visibles à Bossangoa,

une fois que l'on creusait un peu sous une peur généralisée et latente des ex-Séléka. En dépit de leur absence complète de la zone d'étude, les membres de l'ex-Séléka sont communément perçus comme la principale menace, citée par 37 % de l'échantillon total<sup>9</sup>. S'ensuivent ceux qui ne perçoivent aucune menace (20 %) et ceux qui citent les jeunes (19 %), tandis que seuls 7 % des répondants considèrent les anti-balaka comme la menace prédominante.

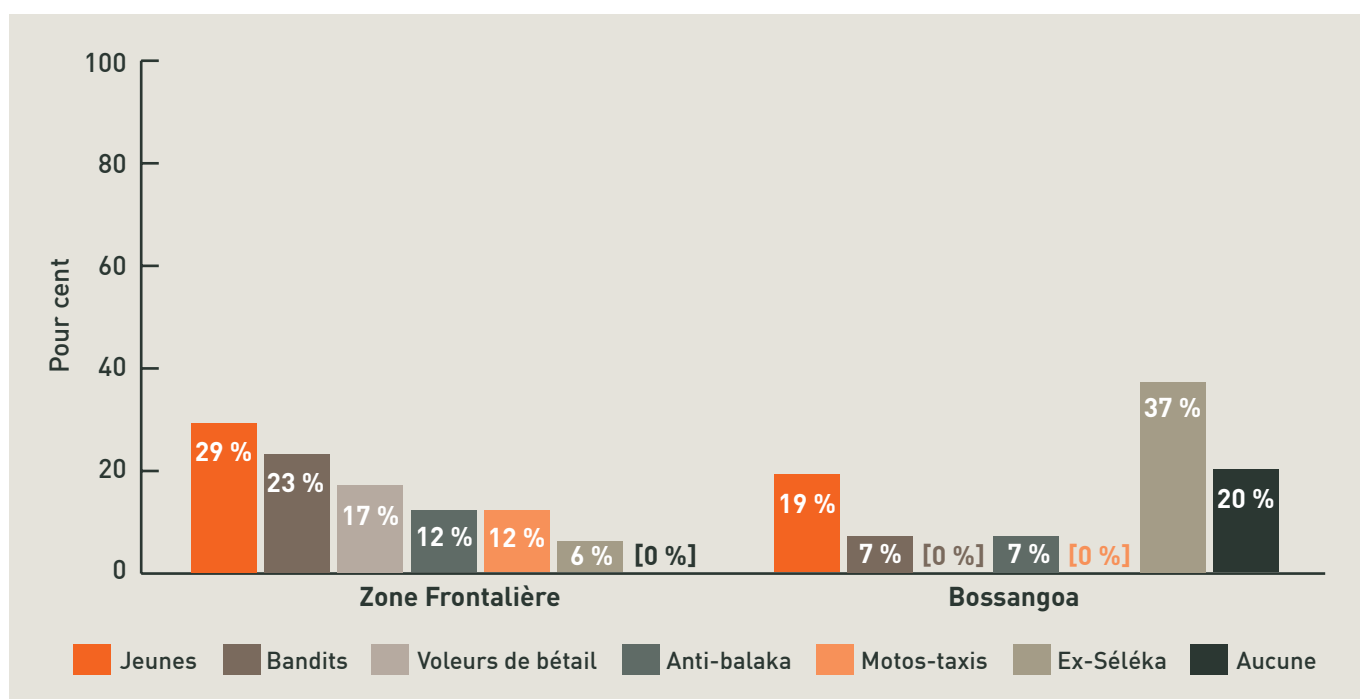
Cependant, ces réponses varient grandement entre la ville de Bossangoa et ses communes environnantes. À Bossangoa même, où la majorité des récents incidents de sécurité a été enregistrée, la menace totale représentée par les jeunes, le banditisme et les anti-balaka dépasse celle que constitue l'ex-Séléka. Par contre, les communautés environnantes qui avaient connu récemment très peu d'incidents de sécurité avaient tendance à toujours percevoir l'ex-Séléka comme une menace.

## SOURCES DE PROTECTION SELON LES COMMUNAUTÉS

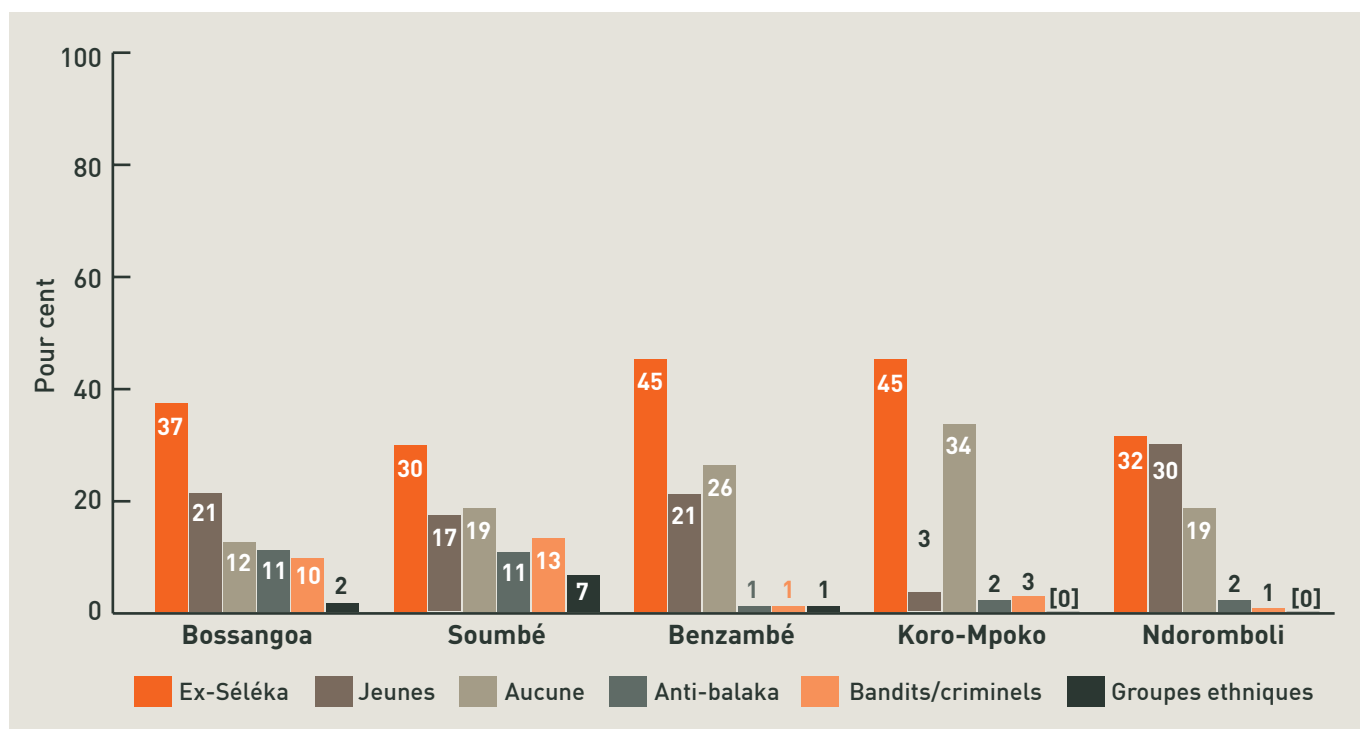
L'étude montre que les communautés divergent dans leur opinion de qui est à même de les protéger. À Bossangoa, la plus grande proportion de l'échantillon cherchait protection auprès de la MINUSCA (39 %), suivie des « autorités locales » (19 %) et de la police (18 %). Seul 1 % des répondants à Bossangoa considérait les Forces armées centrafricaines (FACA) comme offrant une protection, ce qui n'a rien de surprenant étant donné le déploiement limité des FACA dans cette région.

En revanche, dans la zone frontalière, la police était perçue comme la source de protection la plus importante (29 %), suivie des FACA (23 %) et des « autorités locales » (18 %). Seulement 6 % des répondants estimaient que la MINUSCA protégeait leur communauté.

GRAPHIQUE 2 : MENACES PERÇUES



### GRAPHIQUE 3 : MENACES PERÇUES – BOSSANGOA



Cette disparité reflète d’une part le déploiement de la MINUSCA à Bossangoa, une agglomération importante, et d’autre part son absence dans la zone frontalière, région excentrée et essentiellement rurale. Toutefois, même à Bossangoa, la perception des communautés sur le rôle de la MINUSCA et de la police varie nettement : tandis que dans la ville même 52 % des répondants considèrent la MINUSCA comme la principale source de protection et 30 % citent la police, ces chiffres en dehors de la ville tombent respectivement à 27 % pour la MINUSCA et 6 % pour la police.

### RÈGLEMENT DES CONFLITS

Il ressort des deux études que la population continuait de recourir aux méthodes traditionnelles de règlement des conflits<sup>10</sup>, et ce, en dépit de la multiplicité de nouveaux mécanismes mis en place ces dernières années. Cependant, comme ces nouvelles initiatives se sont souvent appuyées sur des structures « traditionnelles » préexistantes, il était difficile de les distinguer précisément. Dans la zone frontalière, la majorité des personnes interrogées se tournaient vers les « chefs traditionnels » pour une médiation des conflits tandis que 14 % mentionnaient les « comités locaux », une structure plus récente, comme un mécanisme efficace. Cette tendance était encore plus prononcée à Bossangoa où la majorité des répondants affirmaient recourir aux chefs de village pour régler les conflits (43 %)<sup>11</sup>.

Quant au « gouvernement » et aux églises, 12 % et 17 % des personnes interrogées dans la zone frontalière les ont respectivement qualifiés de médiateurs de conflits efficaces. En revanche, à Bossangoa, elles étaient une plus forte proportion à faire appel au gouvernement (28 %) qu’à l’église (8 %). Seulement 11 % des répondants dans la zone frontalière et 8 % à Bossangoa ont confié avoir sollicité des ONG, ce qui tend à indiquer une connaissance limitée de la

part de la communauté des mécanismes de règlement des conflits soutenus par des structures externes<sup>12</sup>.

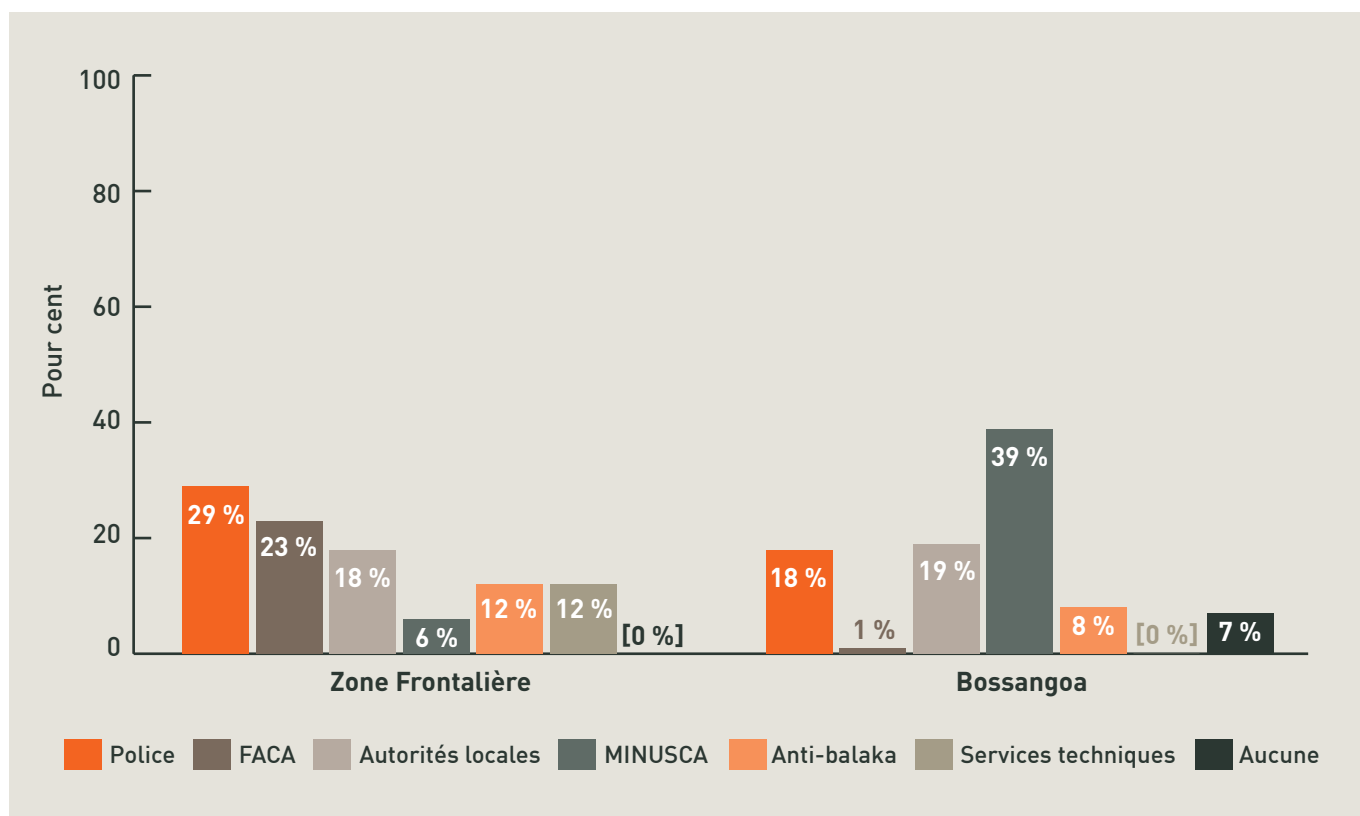
Dans la pratique actuelle, les femmes et les jeunes tiennent un rôle limité dans le règlement communautaire des conflits. Les normes sociales et les rapports de pouvoir ne favorisent pas leur participation à la consolidation de la paix. Le programme Smart Peace devra explicitement œuvrer à soutenir l’habilitation de ces groupes. Des recherches supplémentaires s’imposent pour mieux comprendre les freins à la participation des femmes et des jeunes, et la manière d’encourager leur contribution efficace.

La manière dont les communautés perçoivent le rôle des groupes armés dans le règlement des conflits diffère grandement d’une zone d’étude à l’autre. Dans la zone frontalière, l’étude a révélé que les groupes armés « occultaient » les mécanismes traditionnels dans certaines localités, 14 % des répondants estimant que les anti-balaka jouaient un rôle de médiateur important, et 6 % pensant de même pour l’ex-Séléka. Par comparaison, seulement 2 % des personnes interrogées à Bossangoa ont dit se tourner vers les anti-balaka, alors même que cette ville serait un des bastions de ce groupe armé. Cela peut s’expliquer par le rôle ambigu que jouent certains dirigeants anti-balaka, à savoir prendre part aux mécanismes de paix tout en tirant un profit économique du déplacement des musulmans.

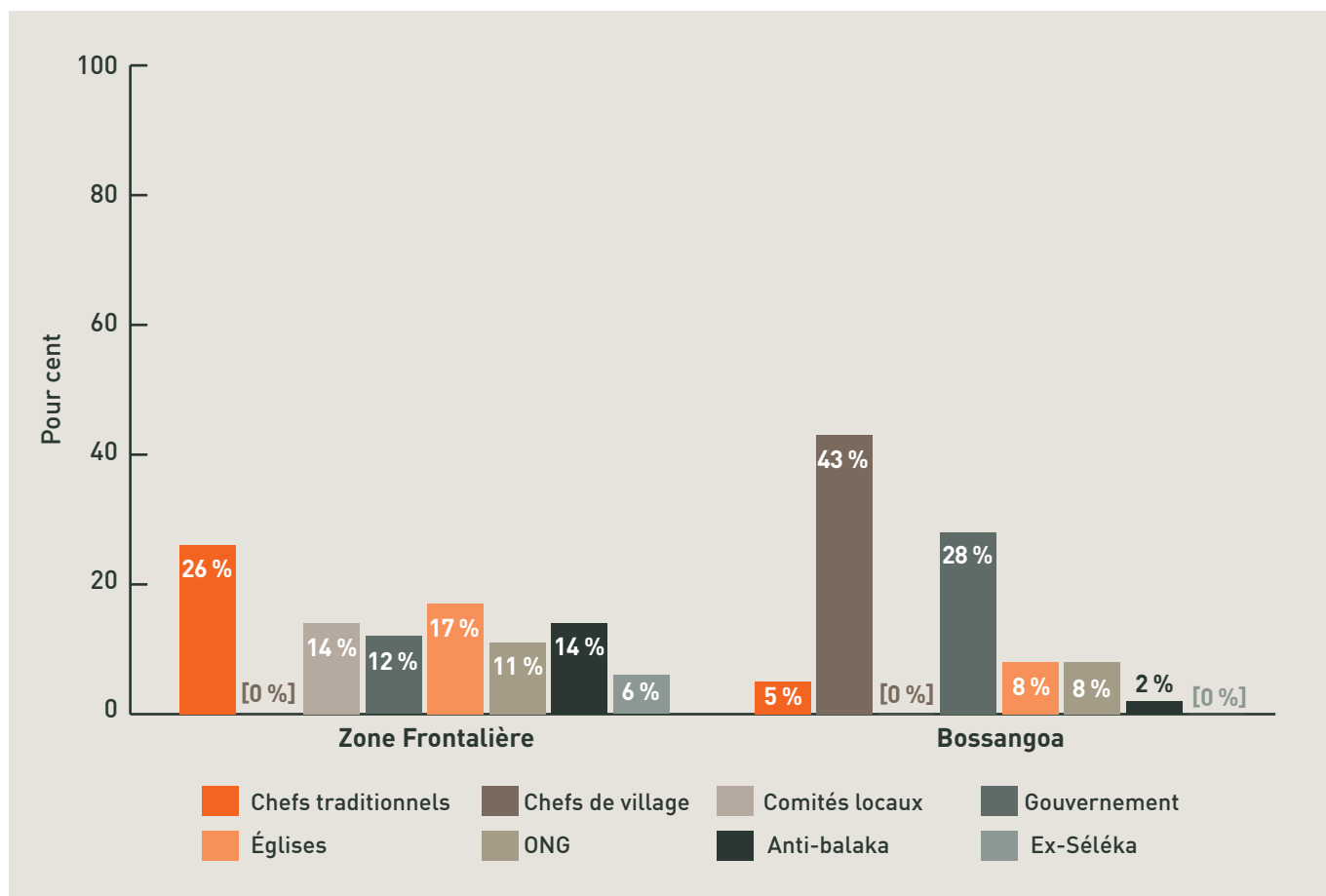
Ces résultats pourraient prêter à schématiser les rôles tenus par des acteurs clés, qui peuvent être présents à plus d’un titre. L’approfondissement et la clarification des définitions de termes tels que « chef traditionnel », « chef de village » et « comité local », la compréhension du rôle qu’ils tiennent dans les communautés, et l’examen des relations qu’entretiennent les figures locales et les institutions, comme les chefs de village et l’État, sont autant de pistes intéressantes à explorer dans de futurs travaux de recherche.



**GRAPHIQUE 4 : SOURCES DE PROTECTION SELON LES COMMUNAUTÉS**



**GRAPHIQUE 5 : SOLUTIONS DE MÉDIATION DES CONFLITS SELON LES COMMUNAUTÉS**



# CONCLUSIONS

L'étude tire trois grandes conclusions :

- Les dirigeants communautaires, les structures de paix formelles et informelles, ainsi que les autorités locales peuvent et doivent encourager et faciliter le dialogue et la réconciliation. Le but pour eux est de préparer et d'accompagner les communautés dans un processus que l'on pourrait qualifier d'« apaisement des esprits » après le traumatisme de la crise 2013-2015 qui a laissé les communautés profondément divisées sur les plans religieux et ethnique. Les structures et les capacités en matière de méthodes non violentes de règlement des conflits politiques et intercommunautaires et de création collective d'un avenir commun pour les Centrafricains et Centrafricaines ont besoin d'un soutien urgent. Les dirigeants locaux et les acteurs de paix pourraient bénéficier d'un accompagnement pour envisager et élaborer des méthodes visant à gérer le traumatisme et la colère de certains membres des groupes armés et à négocier un dialogue intra et intercommunautaire.
- Il faut envisager d'apporter un appui stratégique aux structures traditionnelles de règlement des conflits et aux processus menés par le gouvernement tels que le Comité de mise en œuvre préfectorale (CMOP) établi par le gouvernement centrafricain pour appliquer l'Accord de paix signé le 6 février 2019. C'est l'occasion d'apporter l'analyse des conflits et les compétences nécessaires en matière de consolidation de la paix pour que les membres du CMOP et d'autres structures de paix remplissent leurs fonctions consistant à encourager les populations à prendre part aux mécanismes de dialogue local et de réconciliation, à faire remonter au gouvernement national les opinions des communautés et à communiquer les politiques publiques à travers le pays, notamment ce

qu'elles peuvent réaliser ou pas, afin de mieux gérer les attentes de la population envers ces politiques.

- Il est nécessaire de s'attaquer aux craintes que suscitent les jeunes et à l'image de fauteurs de troubles qui leur est souvent accolée en les associant, y compris ceux autrefois engagés dans les groupes armés, aux efforts de consolidation de la paix au sein de leur communauté. Une fois impliqués dans des activités productives et dotés de compétences en résolution des conflits, les jeunes auront un rôle précieux et positif à tenir dans leur communauté.

En s'appuyant sur ces conclusions et sur les consultations au sein du pôle RCA du programme Smart Peace, les membres de ce pôle veilleront surtout à appuyer les efforts du gouvernement dans la mise en œuvre de l'Accord de paix. Le Centre pour le dialogue humanitaire axera son action sur la résolution des conflits agropastoraux liés à la transhumance transfrontalière dans les régions frontalières de la RCA avec le Cameroun et le Tchad. Conciliation Resources, pour sa part, soutiendra le travail des structures locales de paix dans la préfecture de l'Ouham et les mettra en lien avec le processus de paix national. L'International Crisis Group prendra la tête du plaidoyer à l'échelle mondiale et nationale, y compris le dialogue avec les ministères et la présidence. Cela consistera à : nouer le dialogue avec les candidats à l'élection présidentielle durant la préparation du scrutin prévu en décembre 2020 pour obtenir leur engagement en faveur d'un déroulement électoral et de l'acceptation des résultats sans violences ; à plaider en faveur d'un code de conduite électoral ; et à tout faire pour que le président s'engage à lancer les programmes pour la paix qui sont mieux à même de faire face au conflit, surtout en période électorale.

Un jeune homme s'occupe de son bétail.  
© Photo ONU/Evan Schneider



## NOTES

1. Les milices anti-balaka se sont formées avec des éléments de l'armée nationale et des milices locales d'autodéfense pour résister aux exactions perpétrées par la Séléka et protéger la population locale. Elles sont souvent associées aux communautés chrétiennes.
2. La Séléka est une coalition de mouvements rebelles, majoritairement musulmans, qui entretient des liens transfrontaliers très étroits avec le Tchad et le Soudan.
3. Dans le courant de l'année 2019, des rumeurs du retour des représentants musulmans dans les pourparlers à l'initiative du gouvernement ont rencontré une forte résistance locale. Grâce à des négociations ultérieures, les dirigeants musulmans ont pu revenir dans la ville dans le calme. Selon plusieurs témoignages, les musulmans peuvent désormais circuler à Bossangoa sans crainte.
4. Au total, les répondants comptaient 547 hommes et 459 femmes. Le sexe des répondants n'a pas été consigné dans quatre enquêtes.
5. L'espérance de vie à la naissance en RCA est de 52 ans pour les hommes et de 54 ans pour les femmes. <https://www.who.int/countries/caf/fr/>
6. À l'exception de Sabewa, une région frontalière avec le Cameroun où une nette augmentation a été constatée.
7. L'International NGO Safety Organisation (INSO) a recensé 92 incidents à Bossangoa même, par rapport à un total de huit à Koro-Mpoko, de sept à Benzambé, de quatre à Soumbé et de zéro à Ndoromboli.
8. Le projet de base de données des conflits, l'Armed Conflict Location & Event Dataset (ACLED), ne recense que sept « occurrences de conflit » à Bossangoa et aux alentours depuis la fin de 2014. Par contre, il fait état de 151 incidents dans l'ensemble de la préfecture de l'Ouham depuis 2015, avec une concentration des violences plus récentes à Batangafo qui se trouve à plus d'une centaine de kilomètres de Bossangoa. Selon une autre source de données — un projet de cartographie des conflits axé tout particulièrement sur la RCA qu'a entrepris l'International Peace Information Service — un nombre beaucoup plus important d'incidents de sécurité a été recensé dans la zone d'étude, à savoir 27 entre le début de l'année 2015 et la fin de 2017. Aucun de ces incidents toutefois n'a impliqué des affrontements entre deux groupes armés, ou une attaque du gouvernement par un groupe armé.
9. Cela s'explique peut-être par la gravité des exactions subies par la population à Bossangoa et ses alentours, et/ou son sentiment de vulnérabilité à l'égard d'un retour des membres de l'ex-Séléka en provenance des zones frontalières avec le Tchad. Comme il a été précédemment noté, Bossangoa est plus directement connectée aux dynamiques nationales et régionales que la zone frontalière même, ce qui peut intensifier l'impression de vulnérabilité de ses habitants.
10. Dans la zone frontalière, ces méthodes incluaient des mécanismes de consultation entre les éleveurs et les dirigeants communautaires, et des réunions de transhumance organisées par l'État pour prévenir les conflits. À Bossangoa et ses alentours, elles comprenaient notamment des processus acceptés de repérage des conflits ou des risques par la communauté, dans certains cas par le biais de groupes « d'autodéfense », et la communication ou la transmission de ces informations à une autorité jugée la plus compétente pour la traiter, les chefs de village pour commencer, puis des responsables de niveau supérieur, et si nécessaire, la police et le gouverneur.
11. Certaines de ces variations s'expliquent très certainement par des approches de méthodologie et d'enquête différentes, les répondants ayant compris différemment les termes de chefs de village et de chefs traditionnels. En outre, la manière dont ils ont compris les nuances de sens entre « gouvernement », les divers types de chefs et les comités locaux n'est pas claire.
12. Cela est peut-être dû au manque de visibilité des ONG dans les zones frontalières et les zones rurales en dehors de la ville de Bossangoa. Les villages excentrés de Soumbé et Ndoromboli, par exemple, ont particulièrement apprécié être contactés par Conciliation Resources.



**Conciliation Resources est une organisation internationale déterminée à mettre fin aux conflits violents et à créer des sociétés plus pacifiques. Nous travaillons avec des victimes de guerres et de violences et réunissons une diversité d'opinions afin de changer durablement la situation.**

Conciliation Resources, Burghley Yard,  
106 Burghley Road, Londres NW5 1AL, Royaume-Uni

@ cr@c-r.org

+44 (0)20 7359 7728

www.c-r.org

CRbuildpeace

ConciliationResources

Conciliation Resources est une organisation à but non lucratif affiliée à la Charity Commission of England and Wales (numéro 10554236) et une société à responsabilité limitée par garantie, immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles (sous le numéro 03196482).

